



Délibération n°2017-04 : avis sur le projet de stratégie nationale de rénovation des bâtiments

Adopté le 11 mai 2017

Le Conseil national de la transition écologique (CNTE), saisi par la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, a pris connaissance du rapport « Stratégie à long terme pour mobiliser les investissements dans la rénovation du parc national de bâtiments à usage résidentiel et commercial, public et privé », en application de l'article 4 de la directive 2012/27/UE.

Le CNTE salue la synthèse et l'ambition environnementale qu'incarne ce document s'appuyant sur les objectifs chiffrés concernant la rénovation inscrits dans la LTECV qui tracent une perspective volontaire et forte pour encadrer la contribution du secteur du bâtiment à la transition énergétique :

- La rénovation de la totalité du parc bâti au standard BBC d'ici 2050 (article 1) ;
- La rénovation de 500 000 logements par an en 2017 dont une moitié pour les ménages à revenus modestes (article 3) ;
- La rénovation d'ici 2025 de l'ensemble des bâtiments en classe F et G (article 5).

Le volume de bâtiment existant est prépondérant au regard du flux, avec un taux moyen de constructions neuves d'un peu plus d'1% par an ; la rénovation des bâtiments existants est donc un enjeu majeur de la politique mise en œuvre pour atteindre les engagements de réduction de la consommation énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre fixés par la France.

A cet égard le CNTE souligne certains défis à relever.

- Celui de la réduction de la précarité énergétique, les derniers résultats de l'ONPE l'estimant à 5,8 millions de ménages correspondant à 12,2 millions de personnes.
- Celui de l'évolution des niveaux d'emplois et de qualifications mobilisés dans les territoires par la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels et tertiaires.
- Celui des dispositifs et montants d'aides publiques ou de subventions aux travaux de rénovation énergétique des logements, leur lisibilité dans le temps étant particulièrement sensible, et leur simplification pour une meilleure compréhension.
- Celui du ciblage des bâtiments à rénover pour optimiser les bénéfices environnementaux et économiques de l'efficacité énergétique.
- Celui de la rénovation des bâtiments tertiaires.

Le CNTE rappelle que la France doit conserver son rôle de leader environnemental au niveau européen et développer, dans le champ du bâtiment, une ambition à renouveler régulièrement au gré

des évolutions technologiques du secteur tout en accompagnant les initiatives des territoires. Il rappelle également que la filière du bâtiment s'est fortement engagée et que la dynamique positive doit être encouragée avec des objectifs soutenables et un accompagnement des acteurs.

Le CNTE prend note des axes d'amélioration présentés pour atteindre les objectifs de long terme en matière de rénovation portés par la Stratégie nationale bas-carbone. Compte tenu de l'urgence climatique et énergétique que nul ne peut ignorer depuis l'adoption de l'Accord de Paris et de la LTECV, il encourage le Gouvernement à réviser le texte pour maintenir une trajectoire cohérente au service de l'environnement et du soutien à l'activité économique dans le secteur.

A l'issue des échanges, le Conseil émet un avis favorable sur le projet de rapport.

Avis certifié conforme par la Commissaire générale au développement durable.